

Lors de son déplacement à l'île Longue, lundi 2 mars 2026, dans un important discours sur la Dissuasion Nucléaire, faisant suite à celui prononcé sur la Base Aérienne de Saint-Dizier où il avait officialisé la création d'un troisième escadron de Rafale de sa composante aéroportée, le président de la République a annoncé la modernisation de nos Forces de Dissuasion ainsi que les conditions dans lesquelles elle pourrait à l'avenir « européeniser » leur posture dans un nouveau concept de « dissuasion avancée » de nature à vouloir contribuer *de facto* à la sécurité des Européens, en formulant une offre de service que pourrait prendre un tel engagement. Cette évolution intervient dans un contexte de tensions internationales et de multiples ruptures stratégiques qui, tout à la fois, en justifient la visée et rendent critique la trajectoire pour y parvenir.

A la question, le président Macron peut-il changer la stratégie de Dissuasion Nucléaire française ?

La réponse est : Oui, mais il ne peut pas le faire seul.

En effet,

- Le Président étant chef des armées et président du Conseil de défense et de sécurité nationale (CDSN),, définit la ligne directrice de la Dissuasion Nucléaire.

- Il peut initier et valider une évolution de la stratégie, mais il ne peut pas la changer de façon unilatérale ; il doit passer par les instances gouvernementales. (Ministre des Armées, Chef d'État-Major des Armées (CEMA), Directeur des Opérations Stratégiques (DOS) qui assure la supervision de la planification, de la préparation et de l'exécution des missions liées à la dissuasion nucléaire française) et, le cas échéant, pour les changements législatifs, en passant par le Parlement.

Pour la première fois depuis 1945, l'Europe est le théâtre d'un conflit majeur. La guerre d'Ukraine, se voit placée par la Russie sous le spectre de gesticulations nucléaires répétées. Jamais, en outre, depuis 1991, la fiabilité des garanties de sécurité consenties par les États-Unis à leurs alliés de l'Europe, n'avait, à ce point, été révoquée en doute et fragilisée par la nouvelle stratégie américaine orientée vers de nouvelles menaces. Le président de la République a clairement désigné les trois grandes puissances nucléarisées. « La Chine, s'est engagée dans un rattrapage à marche forcée des Etats-Unis. Elle fabrique plus d'armes aujourd'hui que n'importe quel autre pays. La Russie, développe des systèmes de plus en plus sophistiqués de protection de leur territoire, une logique qu'épousent d'ailleurs les Américains aussi avec leur projet de *Golden Dome* »

Je ne peux que me réjouir, qu'à l'heure où vacillent les certitudes, et les adversaires s'enhardissent, d'entendre le président de la République, dans le droit fil de tous ses prédécesseurs, réaffirmer que la dissuasion doit demeurer un « intangible français » quitte à mettre de mauvaise humeur les tenants d'une défense basée exclusivement sur des moyens conventionnels, avec lesquels les européens se sont massacrés par millions, convaincus qu'ils pouvaient se lancer dans une guerre avec la certitude de remporter la victoire, la fleur au fusil.

Les Français attendaient beaucoup de ce discours, tout en restant attentifs aux actes faisant suite aux paroles qui, pour une fois, mettaient en jeu des principes, en l'occurrence de notre autonomie stratégique mais aussi nos intérêts vitaux qui seraient susceptibles de s'étendre à d'autres pays.

S'agissant de la crédibilité de nos composantes, nous allons avoir un nouveau sous-marin nucléaire lanceur d'engins. Il sortira des chantiers navals en 2036 et s'appellera *l'Invincible*. Ensuite, nous aurons plus de têtes nucléaires tout en annonçant, en toute logique, qu'il n'en précisera plus le nombre. Un ambitieux programme de missiles stratégiques hypersoniques et manœuvrants, visera à équiper nos avions de combat

Le président de la République a insisté, avec raison, sur l'indépendance totale de notre pays quant à notre décision d'emploi, mais aussi à nos propres capacités industrielles et aux compétences de nos ingénieurs dans le développement de tous nos systèmes d'armes mis à disposition de nos forces océaniques et aéroportées.

Ces nouvelles orientations d'équipements, et donc leurs nouveaux besoins de financements, nécessitent que la loi de Programmation Militaire soit modifiée et en conséquence soumise à une vote du Parlement.

Enfin que signifie cette idée de « *dissuasion avancée* » ? Huit pays, Royaume-Uni, Allemagne, Pologne, Pays-Bas, Belgique, Grèce, Suède et Danemark, seraient intéressés par ce concept, qui consisterait pour la France à offrir à ses partenaires, ses moyens de dissuasion nucléaire et en particulier pouvoir déployer sa composante aéroportée dans d'autres pays, tout en conduisant des exercices nucléaires interalliés et même à faire visiter ses installations dont l'accès est particulièrement encadré.

« L'europanisation » de la dissuasion française n'est, à ce stade, qu'un projet en gestation dont la décision d'emploi relèverait exclusivement du président de la République, en mesure d'apprécier si toute attaque contre l'un des Pays met en jeu des intérêts vitaux. Sans le dire, ce projet fait avancer l'idée d'une Europe Fédérale et donc la disparition des Nations. Est-elle liée à la Défense européenne, cette Arlésienne dont on parle toujours sans jamais la voir, ou à la défense de

l'Europe basée sur des coopérations entre ces huit pays ci-dessus désignés qui accepteraient de faire converger leurs doctrines et de mutualiser certaines capacités, notamment dans le haut du spectre des armements conventionnels des forces interarmées, spatial, alerte avancée, systèmes de défense anti-missiles, missiles longue portée.

En effet, la dissuasion au sens large du terme, inclue la complémentarité indispensable de disposer de forces conventionnelles qui permettent d'évaluer et tester les véritables intentions d'un assaillant avant d'en arriver à l'étape ultime de déclenchement du feu nucléaire qui actuellement, passe selon la doctrine de l'OTAN par l'étape d'une frappe préstratégique d'ultime avertissement en opposition avec la position française.

Lors de son intervention au Parlement européen le 26 janvier dernier, le secrétaire général de l'OTAN a mis en garde contre les aspirations à l'autonomie stratégique en précisant : « *dans ce scénario, vous perdriez le garant ultime de notre liberté, à savoir le parapluie américain* »

L'Europe est « invitée » par les Etats-Unis, à mieux prendre en charge sa propre défense. En attendant que les Européens franchissent le pas, gardons-nous d'oublier nos intérêts vitaux et restons dans le droit fil de ce que nous a légué le Général De Gaulle.

Gal (2S) Jean Menu